

Géostratégie des matières premières

Un paramètre structurant de la puissance des Etats



Par **Jean-François Fiorina**

Directeur
de l'Ecole Supérieure
de Commerce
de Grenoble

L'émergence de nouvelles puissances économiques, l'interdépendance des flux d'échanges et la pression démographique perturbent profondément le marché des matières premières.

Emeutes de la faim au Sahel fin 2010, développement des marines de guerre asiatiques, polémique sur le gaz de schiste aux Etats-Unis et en Europe, conflits pour l'exploitation des mines congolaises... autant d'événements ou de sujets qui, de prime abord, n'offrent aucune relation. Et pourtant, ils ont tous partie liée à la problématique des matières premières. Sur fond de compétition mondiale exacerbée, l'accès à ces matières est redevenu un enjeu primordial. Et le marché est d'importance : le leader mondial JPMorgan a réalisé un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de dollars en 2011 dans ce négoce. Comme le rappellent les chercheurs Bastien Alex et Sylvie Matelly, de l'IRIS, dans un récent dossier de *La Revue Internationale et stratégique* consacré à la question : "*Le développement global d'un pays, mais aussi sa puissance sur la scène internationale, sont étroitement liés à la gestion de ses ressources ou à sa dépendance vis-à-vis des matières premières.*" Encore faut-il définir une stratégie *ad hoc* et se doter des outils à même de la concrétiser. Si certains États ont intégré depuis longtemps cet impératif, d'autres peinent encore à prendre conscience de la reconfiguration géopolitique des ressources naturelles.

Les matières premières renvoient à des acceptions très différentes. Elles englobent à la fois les produits agricoles, l'énergie et les minerais. Ainsi, le bois, les céréales, le pétrole ou encore les terres rares (groupe de métaux aux propriétés voisines comprenant le scandium, l'yttrium, les lanthanides...) sont autant de matières premières. Le politologue Christophe-Alexandre Paillard, dans la revue *Géoéconomie*, précise que certains minerais par exemple ont un caractère stratégique, directement lié "*à leur importance dans la chaîne de production, à leur niveau de rareté et à leur position géographique*". Il en découle que la notion de "stratégique" varie "*dans le temps selon les applications techniques qui en sont faites, les évolutions de l'offre et les tensions géopolitiques que peuvent ponctuellement connaître les pays producteurs*." L'émergence de nouvelles puissances économiques, l'interdépendance des flux d'échanges et la pression démographique perturbent profondément le jeu de l'offre et de la demande des matières premières, y compris alimentaires. Comment s'organisent les Etats pour s'assurer l'accès aux ressources essentielles pour leur développement ? Bref tour d'horizon de quelques-unes des stratégies en vigueur.

La stratégie "intégrale" chinoise

La Chine est probablement l'un des pays qui a pris le plus conscience ces dernières décennies de l'importance des matières premières. Elle a élaboré une véritable stratégie globale - à la fois civile et militaire - pour s'assurer sur le temps long la maîtrise des approvisionnements en ressources naturelles jugées vitales pour son avenir.

Cette stratégie s'oriente dans trois directions :

- Vers l'intérieur, avec la volonté de maîtriser sa production nationale de matières pre-

La "Chinafrique" illustre l'appétit grandissant de Pékin pour tout le spectre des matières premières : terres agricoles, mines, groupes pétroliers...

Les matières premières sont également une arme diplomatique, que la Russie en 2005 et la Chine en 2010 n'ont pas hésité à utiliser.

En maîtrisant les prix et la production des terres rares, la Chine s'est assurée une position stratégique sur ce marché sensible.

nières. Outre une politique de prospection et d'exploitation de son propre territoire, Pékin a entrepris de reprendre le contrôle de nombreuses sociétés "clandestines", notamment dans l'extraction des terres rares. Pékin est ainsi en mesure d'alimenter seul une partie de son complexe industriel. Cette tendance à la "nationalisation" des ressources naturelles, qui privilégie la demande locale, n'est pas propre à la Chine. En Russie notamment, on assiste à la fin de la politique de l'exportation du gaz à tout prix au profit d'un recentrage sur les besoins de l'industrie domestique.

■ Vers l'extérieur, avec la prise de participations à l'étranger. L'exemple le plus emblématique est celui de la "Chinafrique" - ce néologisme qui décrit la montée en puissance de la présence de Pékin sur le continent noir. Tout le spectre des matières premières est ici concerné : achat de terres agricoles, investissement dans des groupes pétroliers et miniers, acquisition de mines, ... L'Afrique n'est pas la seule cible de l'appétit des Chinois pour les ressources naturelles. L'empire du Milieu est également présent en Amérique latine où elle détient par exemple des parts au sein du géant brésilien CBMM, qui assure 80% de la production mondiale de niobium. Certains États, comme l'Australie, réagissent cependant fortement pour empêcher que la Chine ne fasse main-basse sur leurs groupes miniers ou leurs terres.

■ Vers les mers, pour sécuriser les flux entre la Chine et les sites de production ou d'extraction des matières premières. L'établissement d'une chaîne de ports sur les routes maritimes stratégiques - le fameux "Collier de perles" - vise d'abord à assurer la libre circulation des pétroliers et gaziers venant du golfe arabo-persique.

Dans *La Revue internationale et stratégique*, la sinologue Valérie Niquet fait valoir que cette stratégie d'ensemble est également au service d'une "vision du monde". Elle tend à devenir une arme diplomatique, particulièrement dans le domaine des terres rares. La Chine "a progressivement acquis une situation de monopole en matière d'exploitation et de production de terres rares. Si [son] territoire ne recèle que 50% des réserves mondiales connues, la Chine contrôle aujourd'hui 97,3% de la production mondiale." Elle n'a pas hésité en 2010 à bloquer l'approvisionnement du Japon en terres rares suite à un contentieux territorial. Là encore, l'utilisation des matières premières en politique étrangère n'est pas le seul fait de la Chine. L'IRIS rappelle que "Moscou s'est ainsi servi de la compagnie nationale Gazprom pour que l'Ukraine accepte une hausse du prix d'achat du gaz russe" fin 2005.

La stratégie américaine ou le retour à l'exploitation nationale

Suite aux tensions avec la Chine et la Russie, les États-Unis ont initié à partir de 2002 une réflexion sur leurs besoins en matières premières stratégiques, et particulièrement minérales. La même année pourtant, la dernière mine du pays - *Mountain pass* - était fermée. Afin de diversifier ses sources d'approvisionnements, Washington envisage la relance des capacités de production nationale. Il est question de rouvrir *Mountain pass* - encore riche en terres rares - dès cette année avec une exploitation conjointe par la société américaine Molycorp et le conglomérat japonais Sumitomo. Le potentiel gazier des schistes fait également l'objet d'un développement spectaculaire. Depuis 1996, la part issue de ce procédé dans la production totale de gaz aux États-Unis est passée de 1,6% à plus de 15%. Une étude menée par le MIT en 2010 estime que le gaz naturel fournira 40% des besoins énergétiques du pays dans les décennies à venir, en partie grâce aux réserves de gaz de schiste. Depuis 2010, d'importateurs de gaz naturel, les Américains sont devenus exportateurs.

Cette stratégie peut cependant s'avérer difficile à soutenir à terme. Dans le cas des terres rares par exemple, Valérie Niquet remarque que "si l'augmentation considérable des coûts des terres rares imposée par la Chine peut faciliter la reprise de l'exploitation dans les pays développés, la maîtrise actuelle des prix et de la production par la Chine lui permet également de jouer, à l'inverse, sur une baisse qui rendrait ces opérations beaucoup plus difficiles à mettre en œuvre". Ainsi, la brutale baisse du cours des terres rares en septembre 2011 avait fait chuter le titre boursier de l'entreprise Molycorp. Autre facteur de fragilité : la réticence croissante d'une partie de la population américaine à recourir à l'exploitation minière sur le sol national. Le coût écologique élevé de l'extraction du gaz de schiste freine ainsi la stratégie américaine : plusieurs États américains interdisent ce procédé ou reviennent - comme l'Arkansas - sur son autorisation.

La sécurisation des flux maritimes par lesquels transitent les matières premières n'est pas oubliée. Les États-Unis disposent de la première marine de guerre du monde. Via l'OTAN, ils pressent aussi leurs alliés d'adopter le concept de "Global Commons", c'est-à-dire d'espaces libres que sont la haute mer, l'espace, l'air et le cyberspace, jugé indispensable pour assurer la libre circulation des biens et des marchandises - de même que la projection de leurs propres forces !

L'Europe sans stratégie ?

Pauvre en matières premières, l'Europe se doit d'importer la majorité de ses ressources énergétiques et minérales. Les États de l'Union européenne, comme la Commission, ont pris en compte cette vulnérabilité dans divers documents de travail. Si la problématique des approvisionnements énergétiques a été appréhendée dès les années 1970, suite aux chocs pétroliers, ce n'est que très récemment que les États et les organisations régionales européennes ont élargi le champ de leur réflexion. La vulnérabilité de l'UE à l'égard des matériaux critiques n'est ainsi prise en compte que depuis 2008. Cette inflexion s'est traduite par un document paru à l'été 2010, dans lequel la sécurisation des approvisionnements est identifiée comme un objectif majeur.

Comme le résume Christophe-Alexandre Paillard, la "stratégie" européenne repose d'une part sur l'établissement de "*conditions non faussées d'échange sur les marchés mondiaux [et] l'établissement d'un cadre propice à un approvisionnement durable*", et d'autre part sur son propre renforcement "*dans l'exploitation des ressources, en particulier en promouvant le recyclage*". Profondément irénique, elle est surtout aujourd'hui au point mort. Car "*cela requiert une forte volonté européenne, la mise en œuvre d'une "diplomatie européenne" axée sur l'enjeu des matières premières*", prévient la revue *Géoéconomie*. Les stratégies mises en œuvre sur le continent européen restent donc largement nationales. La France, et plus encore l'Allemagne, sont les États les plus réactifs. Pour rester encore largement perfectibles, leurs politiques autonomes de sécurisation des approvisionnements illustrent, dans ce domaine également, à la fois le "*terrible aveu d'impuissance*" de l'Union européenne et la réalité du jeu des États lorsque leurs intérêts vitaux sont en jeu. ■

Pour aller plus loin : *Matières premières et relations internationales*, coordonné par Bastien Alex et Sylvie Matelly, *La Revue internationale et stratégique* n°84 - Hiver 2011, Éditions Armand Colin, 192 p., 20 € ; *Ruée sur les minerais stratégiques*, coordonné par Christophe-Alexandre Paillard, *Géoéconomie* n°59 - automne 2011, Éditions Choiseul, 98 p., 20 €.

EXTRAIT :

Sur l'Europe et les minerais stratégiques : "*Face à la pression des producteurs, face au "chantage" chinois sur les terres rares, il est urgent de développer une politique ambitieuse qui permette de sortir d'un encerclement forcément funeste. Parce que les désavantages concurrentiels s'accroissent, les réponses "juridiques" de l'Union européenne pour un accès équitable aux ressources ne sauraient suffire à gommer ni à masquer l'érosion de notre influence sur la scène mondiale. Elles résonnent surtout comme un terrible aveu d'impuissance dont nous subissons les résultats dans vingt ans, c'est-à-dire demain.*" (Didier Lucas, revue *Géoéconomie*, op. cit.)

Pourquoi CLES ? Comprendre Les Enjeux Stratégiques

Depuis 2007, Grenoble École de Management a introduit dans son cursus un enseignement de géopolitique. Cette initiative novatrice s'appuie notamment sur la conviction que, face à un monde complexe et en mutation permanente, l'entreprise et les managers ont besoin du prisme de la géopolitique pour se positionner, prendre les bonnes décisions et engager les stratégies adéquates.

Il s'agit toutefois d'une approche originale de la géopolitique. À travers ses enseignements et ses activités de recherche, Grenoble École de Management envisage celle-ci sous un angle opérationnel. L'objectif est d'offrir aux décideurs économiques les outils d'aide à la décision nécessaires pour naviguer dans un environnement au sein duquel les risques et les opportunités évoluent sans cesse.

Avec la publication des notes CLES, Grenoble Ecole de Management souhaite partager, chaque semaine, avec ses partenaires, le fruit de ses recherches en matière de géopolitique. Elle souhaite aussi stimuler les échanges d'idées et les partages d'expérience. Car, dans le monde qui est le nôtre, c'est aussi de la confrontation des visions que provient la performance. ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.